

- > Plan d'épargne pour la retraite collectif (Perco) : Information du salarié
- > Intéressement : Livret d'épargne salariale (article R3341-5), état récapitulatif (article R3341-6)
- > Participation : Livret d'épargne salariale (article R3341-5), état récapitulatif (article R3341-6)

Chapitre II : Conditions d'ancienneté

D. 3342-1

Décret n°2009-351 du 30 mars 2009 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le salarié d'un groupement d'employeurs qui bénéficie d'un accord d'intéressement, de participation ou d'un plan d'épargne salariale, mis en place dans une entreprise du groupement auprès de laquelle il est mis à disposition, prévoyant une condition d'ancienneté qui ne peut excéder trois mois, conformément aux dispositions de l'article **L. 3342-1**, est réputé compter trois mois d'ancienneté s'il a été mis à disposition de l'entreprise pendant une durée totale d'au moins soixante jours au cours du dernier exercice.

Chapitre V : Dépôt et contrôle de l'autorité administrative

Section 1 : Dépôt

D. 3345-1

Décret n°2022-1651 du 26 décembre 2022 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsqu'un accord d'intéressement ou de participation, ou un plan d'épargne d'entreprise, interentreprises un plan d'épargne pour la retraite collectif ou un plan d'épargne retraite collectif est conclu autrement que dans le cadre du 1° du I de l'article **L. 3312-5**, les documents qui sont déposés sur la plateforme de téléprocédure mentionnée à l'article **D. 2231-4** dans les conditions prévues à cet article et au II de l'article **D. 2231-2** comportent :

1° Si l'accord a été conclu entre l'employeur et les représentants d'organisations syndicales, la mention que ces représentants ont la qualité de délégués syndicaux ou, à défaut, le texte du mandat les habilitant à signer l'accord ;

2° Si l'accord a été conclu au sein d'un comité social et économique entre l'employeur et la délégation du personnel statuant à la majorité, le procès-verbal de la séance ;

3° Si l'accord résulte, après consultation de l'ensemble des salariés inscrit à l'effectif de l'entreprise, de la ratification par les deux tiers des salariés du projet proposé par l'employeur :

- a) Soit l'émargement, sur la liste nominative de l'ensemble des salariés, des salariés signataires ;
- b) Soit un procès-verbal rendant compte de la consultation.

Lorsque la décision unilatérale de l'employeur résulte d'un échec des négociations avec le ou les délégués syndicaux ou le comité social et économique, les documents qui sont déposés sur la plateforme de téléprocédure mentionnée à l'article **D. 2231-4** dans les conditions prévues à cet article et au II de l'article **D. 2231-2** comportent le procès-verbal de désaccord dans lequel sont consignés en leur dernier état les propositions respectives des parties et le procès-verbal de consultation du comité social et économique.

D. 3345-2

Décret n°2021-1122 du 27 août 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)